



Vigilance Soudan

www.vigilancesoudan.org

Bulletin créé en 1992

Comité de Vigilance pour les Droits de l'Homme et les Libertés au Soudan - N° 168 - décembre 2011

Le printemps arabe au Soudan

Le printemps arabe atteindra-t-il Khartoum ? C'est la question que tous se posent au Soudan. Les nombreux opposants à Béchir organisent-ils la fin de ses 22 années de règne ? Comme l'écrit David Ottaway du centre international Woodrow Wilson, les premières révoltes contre un dictateur militaire dans le monde arabe sont arrivées au Soudan, il y a quarante-sept ans en 1964. Pendant des jours, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Khartoum, bravant les fusillades jusqu'à ce que le Général Abboud rende le pouvoir aux civils. En 1985, le général Nimeiri, autre dictateur militaire, est parti aux Etats-Unis pour quelques jours. Au retour, il a dû rester en Egypte, il ne pouvait plus rentrer au Soudan. Comme s'il avait été solitaire et sans appui, il a été renversé dans la joie, sans armes. El Béchir, chef militaire au pouvoir depuis 22 ans, poursuivi par la Cour Pénale Internationale pour génocide, est au pouvoir depuis 1989.

En 2011, les révoltes dans le monde arabe ont fait tomber trois dictateurs, ce qui a enhardi de nombreux opposants à Béchir. Maintenant, ils essaient de provoquer la fin de son régime, que ce soit par des négociations comme ce fut le cas pour le Général Aboud il y a longtemps, ou par les armes pour Kadhafi récemment. Le Soudan semble être le prochain candidat pour suivre la Tunisie, l'Egypte et la Libye.

Les Soudanais (du Nord) sont toujours en état de choc à cause de la sécession du Sud. Ce n'est qu'un commencement. Ils blâment Béchir pour avoir mal jugé les intentions du Sud et ne s'être pas préparé à la ce qui a suivi. Certes, au début de l'année, il a écrasé des protestations étudiantes. Cependant, une douzaine de mouvements de jeunesse et trois groupes armés se mobilisent pour sa perte.

Béchir essaie de se protéger de ses ennemis intérieurs et extérieurs en formant avec divers partis d'opposition ce qu'il appelle un gouvernement large, avant d'écrire une nouvelle constitution qui augmenterait le caractère islamique et arabe de son régime. Cela soulève chez plusieurs millions de soudanais africains, la crainte que le régime

ne manifeste encore plus de discriminations à leur égard.

Mais l'offre de Béchir a-t-elle été acceptée ? Comme toujours, il dépend de l'armée et des islamistes qui l'ont amené au pouvoir. Projet militaire : un Front révolutionnaire appelant à l'intifada. Projet de négociation : Sadiq el-Mahdi, chef historique de l'opposition, a offert à Béchir un "atterrissage en douceur". Son plan incluait une amnistie pour le président, le nouveau gouvernement civil faisant pression sur la Cour Pénale Internationale afin que son procès ait lieu devant une Cour soudanaise. Béchir n'y a pas montré d'intérêt. Toutefois un fils peu brillant de Sadiq el Mahdi qui n'était pas membre de son parti accepta. El Mirghani, président du DUP, l'autre chef historique de l'opposition, a accepté l'offre. Son fils s'indigna, des membres de son parti démissionnèrent, d'autres se contentèrent de protester. On ne comprend pas ce qui poussa el Mirghani. Le gouvernement fut désigné. Ses principaux ministres sont les mêmes qu'avant.

Si et quand l'orage arrive, on craint que le Soudan ne soit témoin d'une bataille de pouvoir extrêmement violente qui pourrait amener la désintégration du pays. De plus, en huit ans il n'y a pas eu de solution au conflit du Darfour. Le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE), les Mouvements pour la Libération du Soudan d'Abd el Wahid el Nour et de Mini Minawi, se sont joints au MLPS/Nord, combattant dans le Sud Kordofan et au Nil Bleu ; le MJE a été le premier à vouloir marcher sur Khartoum pour débarrasser le Soudan de son président.

Même ceux qui ne l'espèrent pas, sont d'accord : les violations des Droits de l'Homme de l'armée soudanaise et de ses affiliés sont énormes dans les nouvelles zones de guerre, où tout le monde exige que Béchir lève son interdiction des aides humanitaires. Béchir s'est engagé à ce que la guerre soit finie à la fin de l'année. Il sait que cette promesse ne sera sûrement pas tenue, mais il force, à massacrer les civils ses généraux, contre leur gré qui craignaient ainsi d'attirer ONG, et journalistes, comme cela a été le cas au Darfour.

A ces problèmes s'ajoute le point de vue économique. A Khartoum, le renvoi de fonctionnaires des services gouvernementaux, la montée des prix de la nourriture, des coupures d'eau et d'électricité, ont suscité de nombreuses protestations. Le Soudan du nord est dans une impasse à cause du coût de ses nombreuses guerres et de la sécession du Sud. Les revenus d'exportation de pétrole du gouvernement ont baissé de 6,2 milliards de dollars en 2010 à 1,5 milliards de dollars en 2011. Paria international, Béchir ne peut espérer obtenir des prêts de l'Occident ; il en avait des pays arabes, qui ont été outrés de son accueil chaleureux au président iranien Ahmadinejad, leur pire ennemi.

La fureur du Président syrien, el Assad, contre le président soudanais nous laisse rêveurs. La ligue arabe a expulsé la Syrie de son sein temporairement, avec la faveur de Béchir. Elle avait tué plus de 4 000 de ses concitoyens selon l'UNHCR. Béchir n'en a tué que 2000 pendant la même période, mais a chassé un demi-million de soudanais de chez eux. Nous pensons que la ligue arabe se désintéresse du massacre des africains et que Béchir se précipite pour soutenir ce point de vue. Il avait, sous l'influence du Qatar, pressé la Somalie et la Mauritanie de voter contre Assad. Mais devant le mécontentement de ce dernier qui fit aigrement remarquer son soutien à Béchir contre la Cour Pénale Internationale, il déclara qu'Assad n'était pas responsable des faits en Syrie.

Le parti au pouvoir, le Congrès National semble divisé. Des négociations fructueuses entre le Nord et le Sud semblaient peu probables lors d'une nouvelle rencontre à Addis-Abeba sous les auspices de l'Union Africaine. Le Soudan était indigné de l'aide que le Sud Soudan accorde discrètement aux régions attaquées par Béchir, et le Sud Soudan de celle que le Nord apporte aux milices formées par Béchir au Sud. Tous deux en ont porté plainte auprès du Conseil de Sécurité.

Simone Dumoulin

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITÉ PAR LE COMITÉ DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTÉS AU SOUDAN, 41, rue Poliveau - 75005 Paris - Tél. : 33 (0) 1 43 31 40 67
contact@vigilancesoudan.org - Présidente, directrice de la publication : Simone DUMOULIN

Béchir s'engage à ce que la guerre soit finie à la fin de l'année. Il sait que c'est faux, mais cherche à encourager ses généraux qui ne voulaient pas massacrer tout le monde non par bonté d'âme, mais pour ne pas attirer ONG et journalistes, comme ce fut le cas au Darfour. Pressé d'en finir, il refuse de ne pas tuer les civils et exige que son armée obéisse (Source personnelle).

Le Front révolutionnaire du Soudan est l'assemblée des rebelles - Comme nous l'avons dit dans notre dernier bulletin, les accords passés entre eux continuent leurs cours. La prise de Kurmuk par l'armée soudanaise et ses milices n'a rien empêché. Le Front Révolutionnaire du Soudan a resserré ses liens en se réunissant le 11.11, « répondant à l'appel populaire ». Quatre organisations y étaient, le MLPS/N, réunissant Sud Kordofan, Nil Bleu et tous les mécontents soudanais, le Mouvement pour la Justice et l'Égalité, (MJE), l'Armée/Mouvement de Libération du Soudan d'Abdel Wahid el Nour (M/ALS /AW) et celui de Minni Minawi (M/ALS/MM). Le Front a mis sur pied deux organisations dont les chefs seront choisis à une date prévue :

- un Comité politique pour le travail quotidien, compléter le programme et établir ses structures. Ce comité est chargé de prendre des contacts avec toutes les forces qui veulent changer le régime - partis politiques et organisations civiles - pour s'accorder sur les arrangements de gouvernance post-Congrès National. Le régime actuel, en dépit de ses attaques continuelles et

de ses atrocités journalières contre les civils, les droits de l'homme et le nettoyage ethnique, est à présent à son niveau le plus faible aux points de vue économique, politique et militaire.

- un Comité militaire joint dont la première responsabilité sera de conduire un combat armé partout, de repousser l'offensive de la saison sèche visant les civils, y compris à Khartoum.

Les accents du Front Révolutionnaire sèment l'enthousiasme.

Une partie du Congrès Béja, sis dans l'Est, affirme que c'est après des consultations importantes avec les gens de sa région, qu'elle a décidé de se joindre au Front révolutionnaire du Soudan afin de restaurer la dignité au Soudan et le respect de la minorité Béja. La souffrance des Béja est due à la famine. Le régime au pouvoir soumet son peuple à l'humiliation et à la tyrannie.

A notre indignation, le 14 novembre, Ban Ki Moon, le secrétaire général des Nations Unies, a condamné l'attitude du Front révolutionnaire, disant qu'elle était contre-productive. Tous les

partis en guerre devraient retourner à la table des négociations. Hervé Ladssous, sous-secrétaire général des opérations de maintien de la paix répéta ces propos lors d'une déclaration au Conseil de Sécurité. Yassir Arman, secrétaire général du MLPS/Nord, ancien candidat aux élections présidentielles l'an dernier, déclara « regretter cette déclaration onusienne ». Il s'était rendu aux Etats-Unis et dans des capitales européennes, dont Paris, et avait demandé une investigation internationale sur les crimes de guerre au Sud Kordofan et au Nil Bleu Sud, et la défense du libre accès de l'aide humanitaire à ces régions. Les déclarations de Ban, soutiennent « les agresseurs et les criminels de guerre » au lieu de soutenir « les victimes et le droit du peuple soudanais à la démocratie, au respect des droits de l'homme et de la règle de droit ». Comme l'a dit un groupe de défense d'américains, de la diaspora soudanaise et de représentants des rebelles soudanais, « Actes pour le Soudan », les Nations-unies doivent condamner d'abord Khartoum car il a agressé le peuple du Soudan.

Ceci est vrai (Radio Dabanga 16, 17 11 ST 17 11).

Comment la guerre reprit-elle feu au Soudan tandis que personne ne regardait

La guerre s'est intensifiée durant les dernières semaines au (nord) Soudan et dans la nouvelle république indépendante du Sud-Soudan. Ceci est spécialement vrai au Sud-Kordofan et au Nil Bleu, Etats frontières qui font désormais partie du Nord bon gré mal gré. Ils abritent une importante population qui a combattu aux côtés du Sud Soudan. Elle est politiquement, militairement et culturellement *beaucoup plus proche de lui* – VS*. Beaucoup d'analystes se demandent si cette guerre pouvait être évitée. La réponse la plus simple est qu'elle ne peut pas car elle a déjà commencé.

La rhétorique belliqueuse des dirigeants du Nord est plus intense depuis la séparation du Sud. Le 3 novembre, les forces du Nord saisirent Kurmuk, bastion de l'ALPS/N dans l'Etat du Nil Bleu. On comprend que ces forces n'aient pas voulu désarmer. Etant donné la nature brutale et revancharde du régime de Khartoum, un désarmement unilatéral aurait été un suicide pour des gens vivant au Nord. *Malik Hagar, gouverneur renvoyé par Khartoum, dit que la perte de Kurmuk fut triste mais que durant la guerre du Sud, beaucoup de villes avaient changé de tutelle politique, jusqu'à trois fois* – VS*. Juste après la prise de Kurmuk, Béchir a déclaré qu'il perdait patience avec les provocations du Sud Soudan et qu'il était prêt à lui faire la guerre.

Le retrait de l'ALPS/N de Kurmuk empêcha le massacre de dizaine de milliers de civils qui se sont enfuis en Ethiopie, s'ajoutant ainsi au

nombre de déplacés venus d'Abyei et des monts Noubas, élevant ainsi le nombre de déplacés depuis mai à un demi million. Il autorisa aussi les forces du Nord à s'y installer. Selon le Projet de Satellite sentinelle (SSP), elles commencèrent à agrandir l'aéroport qui ne se trouve qu'à 60 kilomètres de la frontière avec l'Etat du Haut-Nil au Sud Soudan.

Les assauts du Nord contre le Sud s'accélérent avec des bombardements (*lire Sud-Soudan*). En plus de ces attaques directes, des forces de renégats sudistes, certainement financées et organisées par le Nord, déstabilisent le Sud. Des analyses de preuves par Small Arms Survey montrent que ces forces rebelles étaient lourdement munies d'armes fabriquées en Chine qui ne pouvaient venir que de Khartoum. Ces renégats ne sont que des mercenaires destinés à apporter leur soutien à Khartoum. En cas de négociations, ils apporteront leur soutien à Khartoum, dans le cas contraire, ils provoqueront des conflits supplémentaires à l'ALPS.

Les conséquences de cette violence ont été fort nombreuses. Plusieurs groupes d'aide internationale, dont Oxfam, ont été obligés de se retirer des Etats frontières où Khartoum a imposé un embargo total sur l'assistance humanitaire. Les déplacés s'enfuient en novembre au lieu de moissonner.

Quelle est la réponse mondiale à cette attitude de Khartoum ? S'agit-il d'incapacité perverse ou de mauvaise volonté cynique ? Citons l'envoyé spécial américain : « nous n'avons aucune carte

à jouer ». Les NU se laissent aller à une indulgence coupable, elles poussent les deux côtés à se restreindre. Elles ne montrent pas ainsi à quel point le Sud-Soudan s'est « restreint » jusqu'à présent.

Les Etats-Unis et l'Europe - VS* pourraient :

- arrêter tous pourparlers sur le paiement de la dette par Khartoum et leur aide, jusqu'à ce qu'une paix juste intervienne. *Contrairement à ce que certains journaux ont écrit, la France et l'Allemagne n'ont rien fait à ce propos**.

- faire des reconnaissances par satellite montrant les actions militaires de Khartoum contre les civils. En faire voir l'étendue et surtout publier. Le SSP n'en a pas les moyens.

- accélérer les livraisons d'armes défensives au Sud-Soudan, d'armes anti-aériennes, et d'équipements de surveillance et de communication.

- utiliser leurs forces militaires pour empêcher les bombardements de civils, en déclarant que pour chaque attaque aérienne sur les civils ou les humanitaires, ils attaqueraient un avion sur la base militaire majeure de al Obeid.

Ce qui est certain c'est que faute d'action immédiate de ces* alliés, l'expansion de la guerre est inévitable.

Eric Reeves - The New Republic
Traduit et réduit par SD

**Les passages mis en italique, suivis de VS, sont une modification par Vigilance Soudan du texte de Reeves.*

▶ GUERRE : SUD-KORDOFAN ... NIL BLEU... DARFOUR... KASSALA

Le Sud-Soudan qui fait des efforts dantesques pour que la guerre ne reprenne pas avec le Nord, donne des armes au MLPS/N mais refuse de prêter la main aux journalistes interdits par Khartoum. Parfois l'Ouganda les amène en avion (Source personnelle).

Le 2 novembre, l'armée soudanaise s'est saisie de Kurmuk, Etat du Nil bleu, après que l'ALPS l'ait quitté. Le 3 ou 4 novembre, elle saisit Deim Mansour au sud de la ville.

Le 5 novembre au Sud-Kordofan, les rebelles se vantent d'avoir détruit quatre chars près de Kadugli. L'armée prétend le contraire. Chacun des deux côtés affirme avoir tué des centaines de leurs opposants.

Le Soudan porte plainte contre le Sud-Soudan auprès du Conseil de Sécurité, car il soutient les rebelles. Le Soudan envoie aux milices qu'il soutient des missiles anti-aériens et anti-chars, des munitions, des mines et des fusils. Le Sud-Soudan aurait envoyé au Sud Kordofan et au Nil bleu des officiers pour améliorer leur niveau. Contrairement à ce qu'il fait avec les journalistes, il aurait autorisé les rebelles darfouris à traverser leurs territoires pour atteindre le Nil Bleu et le Sud-Kordofan (source personnelle). Selon le gouvernement soudanais, il aurait envoyé aussi des vols militaires pour larguer des équipes d'artillerie et un bataillon d'infanterie pour fortifier l'ALPS/N à Kormuk et Baraqat. Yassir Arman a rejeté les allégations de Khartoum.

Dans l'Etat du Nil Bleu, du 11 au 27 novembre, les images SSP montrent qu'il y a eu dans le village d'Amara des bombardements aériens. Huit cratères sont visibles. Il y a eu aussi des destructions civiles et de lourds mouvements armés tout autour. Les images indiquent que les structures civiles ont été intentionnellement rasées, ce qui constitue une claire violation des lois de la guerre. On voit aussi deux campements militaires récents qui montrent des mouvements lourdement armés tout autour du village (ST).

Le 18 novembre, Donatella Rovera, une rare journaliste présente dans les monts Nouba, a vu et entendu des bombes tomber presque chaque jour là où elle se trouvait. Elle a vu la terreur des gens et leur faim.

Khartoum a bombardé un camp de réfugiés au Sud-Soudan, arguant qu'il était dans son droit, que ce camp était établi pour recevoir les combattants MLPS/N.

Le 3 décembre, l'armée soudanaise déclare avoir pris une base rebelle clé à Baheirat el-Abyad Jau. L'ALPS/N dit que c'est faux, leurs hommes ne sont pas dans la zone qui est maintenant sise au Sud-Soudan.

Du 7 au 10 décembre, selon l'ALPS, leurs forces chassaient l'armée de la région d'Abiy al Hassan.

Le 8 décembre, selon le *Catholic Radio Network*, l'armée soudanaise utilise de plus en plus de missiles à longue portée pour attaquer les civils du Sud-Kordofan, ainsi Karindi dans le comté d'Heiban, le marché d'Um Saediba et le village d'Habashum, dans le Comté d'Um Durain. Les gens du lieu disent que ces missiles viennent de la direction de Kadugli. On pense qu'ils sont d'origine iranienne.

Le 10 décembre, pour l'ALPS/N, leurs forces repoussèrent une attaque de l'armée près de Talodi qui laissa 19 corps sur le sol. Les combats se sont maintenant déplacés dans la région de Taruje, près de la frontière sud-soudanaise. Le porte-parole de l'armée parla d'Alatmor et de Buheirat al-Ubayd dont ils « resserrent » le contrôle.

Abd el Aziz el Hérou, vice-président de l'ALPS/N, appelle à un soulèvement populaire à Khartoum.

Les déplacés du Sud Kordofan et du Nil bleu se trouvent beaucoup aussi à Khartoum (source personnelle).

Le monde entier souhaite-t-il la paix au Darfour quand tous les chefs rebelles du Soudan veulent, les armes à la main, faire tomber Béchir ? Renault truck et l'embargo

Le Mouvement de Libération et de Justice (MJL), petit mouvement dont on ne sait trop s'il est allié au gouvernement, avait signé un accord de paix avec lui. Ibrahim Gambari, le chef de la Minuad, a répété à nouveau à tous ses partenaires de la paix au Darfour qu'il leur fallait mettre une plus grande pression sur les groupes rebelles pour qu'ils se joignent à la table de négociation. Lors d'une réunion avec des envoyés internationaux en octobre dernier, il alla jusqu'à suggérer des sanctions internationales contre les non signataires. La France dit aussi qu'elle chercherait à convaincre les groupes rebelles de se joindre à la paix. Les États-Unis ont organisé à Washington un atelier pour parler de la paix. Khartoum a refusé d'aller en un lieu où il se trouverait à égalité avec les rebelles. Le MJL s'y est rendu. Il reviendra plein des idées des rebelles depuis plus de cinq ans.

Pour Tijani el-Sissi, chef du MJL et désormais président de l'Autorité régionale du Darfour, la paix dépend du retour dans leur régions d'origine des personnes déplacées ou réfugiées et de la fermeture des camps. Il a souligné le besoin d'arrêter la violence, et de désarmer les milices et autres groupes. Ces « autres » groupes comprennent les insurgés. Si le MJE signait un accord avec le gouvernement, Sissi donnerait sa fonction à son chef.

Le gouvernement était engagé à établir la sécurité, la politique et les conditions économiques pour assurer le retour. Cela provoquera un problème, il dépense son argent à faire la guerre et donc ne peut rien régler. Les principaux acteurs internationaux « préfèrent » commencer par réconcilier le MJE avec les MLS et le DDPD (ST 07 12).

Imbroglio Libye, Tchad, Soudan - Les nouveaux dirigeants de la Libye souhaitent normaliser les relations avec le Tchad, qui était accusé de soutenir militairement le régime de Kadhafi afin d'écraser sa révolution. Kadhafi et Béchir ont aidé Deby à renverser l'ancien président Hussein Habré. Tandis que le Soudan soutenait les révolutionnaires libyens, le président tchadien a été accusé d'envoyer des hommes bien entraînés pour combattre la révolte. Le président Béchir a informé le Tchad qu'il était prêt à restaurer des liens bilatéraux avec lui. Le nouveau chef d'Etat libyen est allé à Khartoum pendant la seconde moitié de novembre. Il a salué l'aide du Soudan dans son combat armé contre Kadhafi. Le retour de Khalil Ibrahim (MJE) au Darfour à travers le territoire tchadien a mis très en colère le Soudan. Khartoum a servi de médiateur entre le Tchad et la Libye, espérant que son rôle empêcherait ses insurgés de chercher un soutien extérieur.

Renault Trucks viole un embargo - Trois ONG accusent Renault Trucks de violer un embargo sur les ventes d'armes au Soudan, comme nous l'avions révélé il y a quelques années, sans être relayés par la presse. C'était à cause des camions du constructeur soudanais GIAD, portant une défense anti-aérienne utilisée par les miliciens janjawid au Darfour. Ces camions sont construits dans les usines françaises de Renault Trucks; depuis le début 2011, une cinquantaine ont été expédiés à GIAD. Renault Trucks présente ces modèles comme des véhicules civils militarisables, mais assure que les pièces envoyées au Soudan n'avaient aucun élément militarisé. De leur côté, les ONG lui reprochent d'être incapable de contrôler l'utilisation de ses propres camions. L'affaire est remontée jusqu'à l'Assemblée Nationale où cinq députés (Nouveau Centre, UMP et Communistes) ont réagi en interrogeant le ministre de la Défense sur l'utilisation par des miliciens Janjawid, responsables de graves exactions au Darfour, de matériels d'une société française.

L'intégralité de l'article se trouve dans Lyon Capitale, n°706, en vente sur lekiosque.fr.

Khalil Ibrahim avait apporté lors de son départ de Libye de nombreuses armes dont l'utilisation inquiète le gouvernement.

▶ GUERRE : SUD-KORDOFAN ... NIL BLEU... DARFOUR... KASSALA

Dans l'Est, les soldats Béja sont maintenant du côté érythréen sur la frontière. Mais l'Erythrée veut les empêcher de revenir au Soudan (source personnelle).

Cinq ans après l'accord de paix de l'Est, peu de choses ont été faites pour soulager Béja et Rashaïda, ce qui pourrait amener de nouvelles violences. Il y a beaucoup d'armes dans la région. Les Rashaïda, des nomades, et les Béja, des transhumants, en ont pour défendre leurs troupes. Le leader Béja Mohammed Ali Adam souligne que l'accès sur, par exemple les écoles, n'a pas été facilité. Cependant le gouvernement leur a donné de l'aide pour construire des pompes. Plus de 30 villages en ont autour de Kassala. Cette aide n'a pas été suffisante, c'est

pourquoi certains d'entre eux se sont joints au Front révolutionnaire du Soudan pour se débarrasser de Béchir. « Le régime est arrogant, le peuple affamé, humilié et soumis à la famine ». 91% d'entre eux n'ont pas assez de nourriture et 31%, pas d'accès à l'eau potable. La mortalité maternelle est de 1414 pour 100 000 naissances, elle était de 500 avant la guerre. L'Etat de Kassala est celui qui a le plus de mines au Soudan. « Nous avons beaucoup de démineurs, 80 pour 2 millions de km² qui travaillaient au Sud-Kordofan et dans l'Etat du Nil Bleu » dit Kelly

McAulay directeur du Mines advisory group de la région, qui n'explique pas s'ils sont partis de ces régions parce que leur travail était terminé. La sécheresse a augmenté les problèmes. La Gash, une rivière temporaire, ne coule plus en juillet, seulement en août et en septembre. Le Soudan de l'Est est une zone stratégique avec un grand aéroport à Kassala, des routes et des oléoducs. Après en avoir fait sauter un, il est facile de s'y cacher.

Les Rashaïda restent en paix pour l'instant.

▶ COUR PENALE INTERNATIONALE et AUTRES

Ouganda et Tanzanie rejettent l'entrée du Soudan dans la Communauté de l'Est africain

Le 27 novembre, l'Ouganda et la Tanzanie ont rejeté la demande du Soudan de faire partie de la Communauté de l'Est Africain (EAC) qui groupe de plus le Rwanda et le Burundi. La décision aurait été prise lors d'un Conseil des Ministres de cette communauté. « Nous avons rejeté cette demande après avoir examiné certains points, la démocratie, la façon dont ils traitent les femmes et leur politique religieuse. Ils ne se qualifient pas du tout ». De plus, le partage de frontières avec les membres de l'EAC est une condition à laquelle le Soudan ne satisfait pas. Fut-elle mentionnée ? Ce qui ne le fut pas, ce sont les mauvaises relations entre Ouganda et Soudan de longue date. Le Soudan reproche à l'Ouganda de donner refuge à des Darfouris, dont Abd el Wahid el Nour, et de transporter des journalistes par avion au Sud Kordofan et au Nil bleu tandis que l'Ouganda pense qu'il aide encore l'Armée de Résistance du Seigneur.

La demande du Sud-Soudan fut repoussée d'un an, car elle fut soumise formellement fin novembre, au lieu des 6 mois prévus. Lui laisse-t-on le temps de s'améliorer ?

Le Kenya décide l'arrestation de Béchir s'il se rendait chez eux

Le chef de la justice du Kenya, Ombija, a donné l'ordre le 28 novembre au ministre de la sécurité intérieure de rechercher et d'arrêter Béchir s'il devait se rendre au Kenya. Béchir s'y était rendu en août 2010 en dépit des mandats à son égard établis par la Cour Pénale Internationale (CPI), pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide commis au Darfour. Le Kenya en est membre et théoriquement obligé de le faire. (Le Kenya s'en était excusé à l'époque, prétendant que les responsables n'étaient pas au Kenya et que les autres avaient hésité à en prendre la responsabilité). Une pétition a été soumise au chef de la justice par le chapitre de la commission internationale de la justice, une ONG, la décision de Ombija en fut la réponse. Dans un premier temps le Soudan a pris les choses avec philosophie. Mais quelques heures

plus tard il a expulsé l'ambassadeur kenyan et rappelé son propre ambassadeur. Le Kenya avait espéré que le problème pourrait être traité diplomatiquement et a déclaré comprendre l'attitude du Soudan : « L'assemblée générale des chefs d'Etat de l'Union Africaine en 2009 avait demandé au Conseil de Sécurité de ne pas impliquer les chefs d'Etat dans cette affaire ». Le Conseil de Sécurité n'en avait rien fait. Igaad et UA s'opposent à ces décisions. Sont-elles plus puissantes que le Conseil de Sécurité? Le Kenya envisage de faire appel à la décision du Chef de la justice (ST 30 11). L'appel est légal, mais les raisons pour faire appel manquent (VS). Cette année l'ICC est plus ferme. Il a menacé de porter l'affaire au Conseil de Sécurité quand le Malawi a autorisé Béchir à y entrer en octobre et en juin. Béchir a été retardé lorsqu'il a craint que le Turkestan et le Tadjikistan exécutent les ordres de la CPI (ST 05 12).

On ne peut que remarquer que, contrairement à ce qui se passe au Soudan, le gouvernement kenyan obéit aux lois de son pays. Il ne peut donner des ordres à la justice (VS). Béchir a annulé ses visites en Tanzanie et en Ouganda où se tient le sommet des chefs d'Etat pour la Conférence Internationale des Grands Lacs.

Bush devait aussi être arrêté, Amnesty International

Bush a admis avoir autorisé la torture de l'eau qui a été appliquée en Irak. Le 2 décembre, Amnesty International a demandé à l'Ethiopie, la Tanzanie et la Zambie d'arrêter le président Bush quand il viendrait dans leur pays. Il devait le faire pour promouvoir la prise de conscience de certains cancers. « Le droit international exige qu'il n'y ait pas de havre sûr pour les responsables de tortures ». D'autres appels ont été faits en 2011 lorsque Bush pensait se rendre en Suisse et qu'il a dû renoncer à son voyage (ST 3 12). L'Ethiopie a rejeté les appels d'Amnesty. Béchir y a reçu un prix.

La CPI lance un mandat d'arrêt contre le ministre de la défense soudanais

Selon le *Time Magazine*, la CPI compile l'évidence de récents crimes de guerre à Abyei, dans le Sud Kordofan, l'Etat du Nil Bleu et aussi au

Sud-Soudan qui auraient été dirigés par le même homme, Abdel Rahim Mohammed Hussein, ministre soudanais de la défense. La CPI voulait l'arrêter pour son implication dans le meurtre de dizaines de milliers de personnes au Darfour, comme sur la frontière sud aujourd'hui (ST). Les documents obtenus pour le Sud viennent de *Satellite Sentinel Project*, un réseau de satellites espions privés et d'analystes sous la tutelle de George Clooney, en partenariat avec *Enough project* sous la direction de John Prendergast. Les documents du CPI obtenus par le *Time* montrent que la CPI prépare un procès contre Abdel Rahim qui serait responsable de meurtres de civils au Nil Bleu et au Sud Kordofan.

Le mémo de la CPI parle également d'au moins 2 000 civils tués depuis le début de l'année. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées. Il cite les satellites de Clooney qui montre le résultat des bombardements gouvernementaux à Abyei à la fin du mois de mai et le déplacement de quelque 30 000 personnes ainsi que des photos de l'artillerie du nord et de ses troupes par milliers à Kurmuk. Il parle aussi de rapports d'*Enough* sur la mort de 211 civils au Sud-Soudan et donne des informations sur l'envoi là-bas de milices.

Seules les personnes impliquées au Darfour peuvent être arrêtées. Si cette réglementation s'appliquait dans tout le Soudan, les crimes contre l'humanité et le génocide seraient poursuivis partout ailleurs. « Un mandat d'arrêt aiderait en concentrant la responsabilité des crimes majeurs sur les senior des forces armées ». Après avoir été ministre de l'Intérieur de 2003 à 2007, Abdel Rahim est ministre de la Défense depuis 2007. Il est important de l'amener à la justice non seulement pour sa responsabilité des crimes passés, mais encore pour empêcher de nouvelles atrocités dans d'autres régions du Soudan. Les Européens et les Américains devraient soutenir l'Afrique pour arrêter Abdel Rahim et l'amener à La Haye (ST 2, 3 12).

Fatou Bensouda, gambienne, procureure adjointe de Moréno-Campo, un argentin, doit le remplacer à partir de juin 2012. Sa nomination devrait être entérinée le 21 décembre.

Développement

Par un discours appuyé, Salva Kiir a inauguré le 14 décembre à New York la conférence internationale destinée aux organisations susceptibles d'investir dans le développement du Sud Soudan où tout est à faire. Plusieurs lois avaient été votées à la hâte avant la conférence pour faire du Sud Soudan un membre de la Banque mondiale et du FMI.

Après avoir rappelé que le Sud émergeait de 50 ans de guerre civile qui avait tout détruit et interdit tout développement, Kiir a exposé sa « vision » d'une nation « prospère, productive, tolérante, démocratique, sûre et paisible ». Conscient de naître dans un univers déjà mondialisé, le Sud est prêt à s'adapter, souhaite être guidé autour d'une vision clairement articulée qui prenne en compte le besoin urgent d'infrastructures réalisables grâce aux investissements, attire des investisseurs déterminés et une population décidée à participer au développement. Kiir s'engage à mettre en place les principes de démocratie participative pour traiter les problèmes d'intégration dus à la diversité ethnique, la dévolution du pouvoir grâce à la décentralisation et l'autonomie. Sa vision du Sud Soudan s'articule autour des principes de l'Etat de droit, de la séparation des pouvoirs, du respect des Droits humains, de la justice, d'égalité, de responsabilité et de transparence. La gouvernance doit mettre en place ces principes, sachant qu'il sera difficile de tout mener de front. Les instances gouvernementales doivent fonctionner et se pencher sur l'amélioration des services et éliminer la corruption. La gestion des finances doit devenir un modèle de transparence et de responsabilité collective. Les investisseurs sont assurés que tout sera mis en oeuvre pour qu'ils puissent investir dans le développement dans un environnement où leur sécurité est assurée. Le Sud promet de désarmer les civils et de créer des comités de paix et réconciliation pour régler les conflits tribaux notamment dans les Etats des Lacs, de l'Unité, de Jonglei et de Warap. L'investissement doit porter sur les infrastructures (routes, ponts, transport fluvial, voies ferrées) afin de rendre le développement accessible à tous dans ce vaste pays, créer un véritable développement économique et permettre aux produits locaux de circuler pour être commercialisés. Comme il est important de développer les nouvelles technologies, Kiir a invité le secteur privé à venir développer le réseau. Il a aussi invité les compagnies pétrolières américaines à venir investir dans le secteur pétrolier, gazier et les ressources minières. Le gouvernement américain a modifié sa politique d'exploitation afin de permettre l'investissement US dans le secteur pétrolier sud soudanais (Kiir's Speech, 14/12/11)

Les réactions ont été immédiates. On invoque que le libre marché occidental est sophistiqué, ne peut être régulé par le gouvernement et que les investisseurs sont plus préoccupés par leurs intérêts que par le développement du Sud. Les économies de marché n'échappent pas à la corruption et les riches investisseurs et puissantes sociétés influentes développent des relations privilégiées avec les politiciens puissants qui ont fait appel à eux. Le Sud Soudan aura du mal à échapper à la corruption et il faudra être prudent avant de mettre en place des contrats : les Soudanais n'ont aucune expérience en la matière et n'ont aucun système juridique capable de les protéger efficacement. Cependant, il vaut mieux traiter avec des investisseurs qu'avec des donateurs dans la perspective d'une politique de développement. Hillary Clinton a accueilli la promesse d'un gestion transparente et responsable, elle exhorté le Sud à gérer sa manne pétrolière avec prudence, le mettant en garde contre une mauvaise gestion et le risque de voir cette ressource dilapidée par une élite peu scrupuleuse et des puissances étrangères avides de profits. Les rebelles de l'armée de libération du Sud Soudan basés dans l'Etat de l'Unité ont prévenu les investisseurs américains qu'ils perdraient leur argent s'ils persistaient à investir dans une zone en guerre tant que le régime de Kiir ne serait pas renversé (ST, 15/11/11)

Réfugiés

Depuis le mois d'août, le conflit dans l'Etat du Nil Bleu a déplacé près de 76.000 personnes, qui ont trouvé refuge en Ethiopie ou au Soudan du Sud. 1.200 réfugiés au moins entrent chaque jour dans l'Etat du Nil Supérieur fuyant les bombardements dans l'Etat du Nil Bleu de l'autre côté de la frontière. Le HCR a enregistré 23.000 réfugiés dans le camp de Doro à 40 km au sud de la frontière et envisage d'ouvrir d'autres camps pour accueillir l'afflux de réfugiés, dépourvus de vivres, d'eau et de médicaments. De nombreux enfants souffrent de diarrhées, de maladies liées à l'eau, de problèmes respiratoires et de malaria. En plus des réfugiés, le comté de Maban a accueilli 16.000 personnes rentrées dans le Sud depuis l'indépendance en juillet. On attend plus de 30.000 personnes à Doro alors que le camp a une capacité de 25.000 personnes et que la région manque de nourriture en raison des inondations d'août qui ont sévèrement touché 80.000 personnes. Le camp n'a pas d'infrastructures sanitaires, il n'y a pas de latrines, ce qui multiplie le risque d'épidémies. Les gens manquent de tout, y compris de couvertures pour la nuit. Les réfugiés attendent 6 heures pour avoir accès à l'eau. MSF envisage de construire 30 latrines d'urgence

et Oxfam creuse des puits pour l'accès à l'eau, organise le traitement des eaux usées et la collecte des ordures. MSF va envoyer une sage-femme et une aide pour aider aux naissances car il y a de nombreuses femmes enceintes dans ces camps. Oxfam annonce des regroupements de réfugiés le long de la frontière (2000 réfugiés à Jammam, 10.000 à Elfoj) et des milliers d'autres en route pour le Sud. Le programme alimentaire mondial a déjà distribué 10.000 rations dans cette zone difficile d'accès à cause des pluies et des routes impraticables ou inexistantes. La nourriture envoyée par camion du Kenya pour 5.000 personnes arrivera en janvier. Des familles vendent sur les marchés locaux les bâches en plastique distribuées par les ONG (IRIN, 14/12/11) Le Sud a dénoncé une attaque, survenue jeudi 10 novembre 2011, contre le camp de réfugiés de Yida, dans l'Etat d'Unité. Une attaque aérienne confirmée par les Nations unies et qui a visé un secteur où se trouvent quelque 20.000 réfugiés qui ont fui les combats dans les provinces soudanaises du Sud Kordofan et du Nil Bleu. Bilan : 18 morts, 73 blessés. Le Haut commissaire pour les droits de l'homme de l'ONU a demandé une enquête sur ce bombardement, car il pourrait s'agir d'un crime international.

Pétrole

Aucun accord n'avait été possible avant l'indépendance du Sud sur le partage du pétrole et des richesses naturelles. Le contentieux pétrolier est donc à l'ordre du jour et entretient les tensions entre Khartoum et Juba. Khartoum menace de prélever 23% du pétrole sud soudanais qui transite par son oléoduc pour régler les frais de transfert depuis le Sud jusqu'à Port Soudan. Le Sud produit 500.000 barils jour sur lesquels Khartoum exige une dîme de 36\$ par baril alors que le Sud offre 0,70\$ par baril. Après un premier blocage en août, l'acheminement du pétrole vers Port Soudan est à nouveau interrompu depuis le 17 novembre. Khartoum exige des arriérés de 727 millions de \$ pour acheminer l'or noir vers la Mer Rouge entre juillet et octobre. Deux chargements de 1,6 million de barils ont été bloqués à Port Soudan, dont l'un destiné à la Chine qui n'a pas tardé à réagir appelant les deux parties à laisser couler le pétrole. Khartoum estime qu'il est en droit de prélever sa part avant que le pétrole soit distribué aux acheteurs. Cinq jours de négociations à Addis Abeba pour trouver un accord n'ont rien donné. Pourtant, les économies des deux pays dépendent largement du pétrole, le Sud à 98% et le Nord à 90% avant la partition, ce qui a provoqué la chute dramatique de sa monnaie depuis juillet. Les responsables du Sud ont bien envisagé de

construire un nouvel oléoduc à travers le Kenya mais les moyens financiers considérables nécessaires et les délais de construction rendent le projet irréaliste d'autant qu'il n'y a pas de nouvelles réserves pétrolières en vue. De nouvelles discussions doivent se tenir à Juba le 20 décembre.

Abyei

Le territoire reste sous haute tension. Les pourparlers d'Addis-Abeba du 26 au 30 novembre sous l'autorité de Thabo Mbeki de la Haute Autorité de l'Union Africaine ont débouché sur un échec. Le Nord maintient qu'Abyei fait partie de son territoire et refuse l'offre du Sud d'échanger Abyei contre une somme d'argent! Outre les violations récentes de la souveraineté sud soudanaise par l'armée du Nord, le blocage inquiétant du transfert du pétrole vers Port Soudan risque de ne pas conduire dans l'immédiat à une réponse diplomatique à la crise d'Abyei.

Chez les Ngok Dinka, le mécontentement grandit par rapport aux tentatives de l'Union Africaine de mettre en place un processus de médiation, l'une d'elles étant d'abandonner la partie nord d'Abyei au profit du Nord (Khartoum approuve évidemment), ce qui entérinerait l'occupation de ce territoire par les milices Misserya envoyées par Khartoum. Le 30 novembre, Kuaja Yail Kuol, Président du Comité de coordination d'aide à Abyei, exprima la frustration des Ngok Dinka et demanda au GoSS de retirer à l'UA son rôle de médiateur dans les négociations d'Abyei.

Le 12 décembre, les Forces armées gouvernementales (FAS) continuent d'occuper Abyei alors que l'armée du Sud s'est retirée à Mijan Kuol, à 3km d'Agok bien que le Conseil de sécurité ait déploré le 4 novembre l'échec des deux forces de se retirer d'Abyei. Selon l'Accord d'Addis Abeba du 20 juin, il n'y a « pas de condition préalable pour la signature de l'Accord ni le retrait des forces armées » bien que Khartoum affirme qu'il fallait que le déploiement des soldats de la paix éthiopiens sous l'égide de la Force de sécurité par intérim des Nations unies (UNISFA) soit terminé pour que les forces du Nord puissent se retirer. Aujourd'hui Khartoum annonce que ses forces partiront lorsque l'administration de la région d'Abyei sera en place, ce qui prolonge ainsi sa présence sur le territoire. Une déclaration de la Troïka (USA, R-U et Norvège) exigeait le 6 décembre que les deux parties quittent Abyei. Le 30 novembre, Kuaja Yai Kuol a demandé à la communauté internationale d'interdire le survol d'Abyei pour permettre le retrait des troupes du Nord, une demande qui s'alignait sur la mesure imposée en Lybie. Aucune réponse.

Le 14 novembre 2011, l'UNISFA a déployé 2.872 soldats de la paix, soit 70% du contingent total, prévoyant de déployer le reste avant la fin décembre. Les patrouilles sont présentes dans les villes d'Abyei, d'Agok, Defra et dans plusieurs bases. Le pont Banton qui relie Abyei à Agok, détruit lors de l'invasion de mai 2011, a été réparé par l'UNISFA qui démine la région de Todac. Le Conseil de sécurité des NU pourrait prolonger le mandat de l'UNISFA pour contrôler la frontière entre Nord et Sud. Cependant, les Ngok Dinka sont réservés sur l'UNISFA. Les déplacés d'Agok pensent que les soldats éthiopiens sont informés par les troupes du Nord basées à Kadugli, Sud Kordofan, avant d'arriver à Abyei. Cependant, les Ethiopiens semblent mieux équipés que les Zambiens, fortement contestés et présents à Abyei lors de l'invasion, et mieux aptes à défendre les civils d'Agok. Le 9 décembre, le comité chargé de gouverner Abyei n'est toujours pas nommé (il devait l'être le 22 juin 2011) et les Ngok Dinka craignent que soient choisis des membres du Parti du Congrès National. A défaut d'administration nouvelle, l'ancienne fonctionne toujours avec le soutien du GoSS mais sans la reconnaissance de Khartoum. Plusieurs de ses membres favorables au PCN ont fui à Khartoum suite à l'invasion de mai mais la plupart sont établis à Juba et Agok. Ils soulignent que l'illégalité des décrets dissout l'administration que le Président al Beshir avait instituée, arguant que pour que ces décrets soient valides, il aurait fallu en référer à Salva Kiir, président du Sud Soudan et vice-président du gouvernement d'unité nationale à l'époque. Cette position est soutenue par la feuille de route d'Abyei et le Protocole d'Abyei qui fait partie du CPA, les deux documents faisant de la composition et de la nomination de l'Administration de la zone d'Abyei des sujets de débat qui relèvent de la Présidence et non du seul al Beshir.

La migration des Misserya a commencé pour de bon dès le 31 octobre. Le 7 décembre, on trouve les troupeaux juste au nord d'Abyei, certains jusqu'à 6000 têtes, ils atteindront la rivière Kiir fin décembre. Des sources des NU rapportent que peu de camps de bétail sont installés le long des voies de pâturages. On raconte qu'à Muglad, le PCN offre de l'argent aux Misserya pour qu'ils s'établissent à Abyei mais ceci n'a pu être vérifié. Les Misserya se sont déplacés tôt cette année en l'absence de négociations traditionnelles sur les accès aux pâturages, au cours desquelles les accès à travers Abyei sont normalement contestés par les projets d'extension de pâturages et de cultures des Ngok Dinka. Ils profitent des zones de pâturage d'Abyei sachant que l'accès au Sud sera limité cette année. Beaucoup de pasteurs Misserya emmènent traditionnelle-

ment leurs troupeaux vers l'Etat de l'Unité après avoir traversé Abyei, ce qui sera plus difficile en raison des conflits dans cet Etat, les bombardements le long de la frontière, les relations tendues entre Misserya et Ngok Dinka et l'hostilité d'autres groupes sudistes à l'égard des Misserya furieux du rôle qu'ils ont joué lors de l'invasion d'Abyei.

Malgré tout, les Ngok Dinka se préparent à revenir après leur fuite précipitée en mai dernier. Les responsables ont visité Abyei le 3 novembre avec le soutien de l'UNISFA pour étudier les stratégies de retour. Des familles sont déjà rentrées par leurs propres moyens pour faire un état des lieux. La région reste dangereuse car minée par les deux armées. L'armée du Nord encourage le retour comme pour normaliser sa présence sur le territoire et, si son appel est entendu, cela voudrait dire que la coexistence avec les Ngok Dinka pourrait signifier qu'Abyei pourrait revenir au Nord.

Le 10 novembre, une réunion s'est tenue à Agok sur les stratégies de retour en présence des ONG, des agences des NU, des membres de l'administration politique locale : il fut décidé qu'un retrait total des forces armées gouvernementales s'imposait avant d'envisager un retour massif de la population.

Bien que le Nord ait accepté de retirer son armée à deux reprises, Khartoum conditionne de plus en plus son retrait des négociations avec le GoSS tout en bloquant effectivement les négociations pour s'assurer que l'occupation se poursuit. Prolonger l'occupation permet de renforcer l'influence de Khartoum à la table des négociations et apaiser l'armée du Nord furieuse de la partition. Comme les relations Nord-Sud ne cessent de se durcir, l'avantage va à Khartoum qui maintient sa présence sur Abyei (12/12/11- <http://www.smallarmssurveysudan.org/facts-figures-abyei.php>)

Vives tensions Nord-Sud

Nhial Deng Nhial, ministre des affaires étrangères du Sud, a souligné le risque de guerre à la suite de l'invasion de la ville de Jau dans l'Etat de l'Unité par l'armée du Nord appuyée par des chars et des bombardements aériens. L'assemblée législative de l'Etat a condamné cette invasion par la voix de son Président qui en appelle à la communauté internationale. La SSLA, un des principaux groupes rebelles du Sud se trouvent dans cet Etat. Khartoum semble vouloir remettre la main sur les champs de pétrole dont le Sud a emporté 75% des réserves lors de la sécession de juillet dernier (ST, 9/12/11). Encore une fois, l'avenir reste très incertain.

Elias

Pétrole

Après 6 jours de négociations à Addis-Abeba, avec l'aide du panel de l'Union Africaine présidé par Thabo Mbeki, ancien président de l'Afrique du Sud, aucun accord n'a été trouvé sur les droits que devrait payer le Sud-Soudan pour le passage de son pétrole par le Soudan. Rappelons que ce pays demande 32 dollars par baril (soit 10 milliards de dollars pour les 5 prochaines années, et 23 % du revenu pétrolier du Sud selon le gouvernement de Juba), tandis que le Sud-Soudan propose 0,41 dollar. Le FMI aurait proposé un montant intermédiaire de 7,4 milliards de dollars, rejeté par les deux parties. Khartoum bloquerait les exportations depuis le 17 novembre. La raison donnée est que le Sud-Soudan a un retard de 727 millions de dollars dans ses paiements de droits. Le Sud-Soudan examine à nouveau la possibilité de construire une conduite de pétrole à travers l'Ouganda et le Kenya, investissement considérable. Le gouvernement chinois, inquiet, car le Soudan est un de ses importants fournisseurs en pétrole, demande aux deux pays de poursuivre les négociations et a envoyé un haut fonctionnaire pour rapprocher les deux pays (ST 28 11, ST 29 11, ST 1 12, ST 11 12, Miami Herald, 30/11, etc.). A l'heure actuelle, le Sud Soudan serait prêt à payer 2,6 milliards de dollars au Soudan comme indemnité, mais celui-ci ne semble pas accepter cette proposition, (ST 13 12).

Selon le FMI, la production de pétrole du Sud-Soudan devrait être divisée par deux en moins de 10 ans à cause de la baisse des réserves (ST 26 10). Remarque : *on dit le même genre de chose pour tous les pays producteurs, mais la production ne baisse pas pour autant, dans la mesure où la recherche découvre de nouveaux gisements.*

Armes

Small Arms Survey (Genève) publie un guide des cartouches fabriquées au Soudan entre 1954 et 2005 : Human Sudan Security Baseline Assessment (HSBA). On peut ainsi distinguer celles provenant du Soudan, que l'on trouve dans plusieurs pays africains : <http://www.smallarms-surveysudan.org/pdfs/facts-figures/weapons-tracing-desk/HSBA-Sudanese-ammunition.pdf>.

Sanctions

Le SPLM, parti au pouvoir au Sud-Soudan, a engagé un cabinet d'avocats américain pour l'aider à faire lever les dernières sanctions des Etats-Unis envers le Sud-Soudan, en particulier dans le secteur du pétrole. Le trésor américain avait annoncé que le Sud-Soudan peut importer librement des équipements pétroliers américains, mais interdit aux firmes américaines de participer au raffinage de pétrole sud-soudanais au Soudan (ST 9 12, ST 11 12).

Soudan

50 nouveaux permis de production d'or ont été attribués à trois sociétés, une jordanienne, une chinoise et une turque dans l'Etat du Nord et l'Etat du Nil. La production d'or a déjà atteint 3 milliards de dollars en 2011 (ST 30 10). Comme de nombreux agriculteurs des régions concernées sont partis travailler dans ces mines, le ministre de l'agriculture veut faire venir des agriculteurs égyptiens (ST 27 10)

Sud-Soudan

L'Université d'Oakland (Californie) a publié une étude de cas sur les investissements étrangers dans l'agriculture au Sud-Soudan. Quatre cas sont analysés en détail : 1 Nile Trading and Development (investisseurs du Texas associés à d'autres) qui a obtenu pour 49-ans 600 000 ha dans l'Etat Central Equatoria pour l'exploitation forestière. 2 Commonwealth Development Corporation (CDC) et Finnish Fund for Development Cooperation (Finnfund) ont eu plusieurs concessions forestières dans les Etats d'Equatoria central et Equatoria occidental ; 3 Al Ain National Wildlife (société de Emirats Arabes) a signé un accord de 30 ans pour faire de l'éco-tourisme dans un parc national. 4 Citadel Capital and Concord Agriculture (investisseurs égyptiens) a obtenu pour 25 ans 105 000 ha dans l'Etat de l'Unité. Les résultats sont que tout d'abord ces accords ne reconnaissent pas leurs droits aux propriétaires traditionnels de ces terres, puis que des investisseurs opportunistes profitent de la période et du contexte troublés par des actions spéculatives, ensuite que ces grands investissements ne respectent pas les lois du pays, enfin que les organisations internationales (comme l'International Finance Corporation et les Etats-Unis, qui appuient ce genre de projet ne favorisent pas le processus de recherche d'une paix durable. Le rapport complet est disponible à :

<http://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-south-sudan>

Efforts pour la transparence des fonds publics : le Sud-Soudan adhère à l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (Extractive Industries Transparency Initiative - EITI), organisation internationale qui promeut la transparence des fonds publics dans les pays riches en ressources minières à travers la « vérification et pleine publication des paiements des entreprises et des revenus de l'Etat tirés du pétrole, du gaz et des mines ». Le ministre du travail et des services publics qui voulait identifier les fonctionnaires non qualifiés en poste a du démissionner. On dit que 2 fonctionnaires sur 3 auraient falsifié leur curriculum. Le projet a été officiellement abandonné avec l'argument qu'il y avait un désaccord sur le choix des personnes concernées (ST 31 10, Business Week, 9/11). Un décret est annoncé pour fin janvier 2012, obligeant les membres du gouvernement à déclarer leurs avoirs et à leur interdire de faire des affaires privées pendant leur fonction (ST 14 12, ST 16 12).

Le pays cherche à emprunter 679 millions de dollars pour 2010-2011, en plus des 250 millions déjà empruntés en 2011. Une partie sera obtenue auprès de la Banque Mondiale au taux de 5,2 %. L'Union Européenne s'est engagée pour une aide de 900 millions d'Euros d'ici 2013 (ST 2 12, ST 16 12). Le programme Alimentaire Mondial estime que 2,7 millions de sud-soudanais (un tiers de la population) auront besoin d'aide alimentaire en 2012, et il recherche 92 millions de dollars lui permettant de financer l'apport de 400 000 tonnes de nourriture. (ST 15 12).

L'inflation est croissante : elle a passé de 57 % en août, et de 79 % en novembre (sur un an), avec des prix d'aliments doublant ou triplant dans certaines zones, ce qui contribue aux problèmes d'alimentation des habitants de ces zones. Il semble que cette inflation va de pair avec une certaine défiance vis à vis de la nouvelle monnaie nationale : La banque centrale a rappelé l'obligation d'utiliser cette monnaie (ST 22 11).

Bonnes nouvelles : la Rumbek Nile Commercial Bank réouvre deux ans après avoir fait faillite. La banque a été renflouée par le gouvernement. Les clients pourront avoir de nouveau accès à leurs dépôts (ST 2 11). Le ministre des routes et des ponts a révélé un projet de plan de construction de 3000 km de routes qui pourraient être construites en 4 ans pour un coût de 4 milliards de dollars soit plus que le budget annuel du pays (moins de 3 milliards) (ST 6 11). South Sudan Business Review, magazine économique a été lancé à Juba par un investisseur coréen. Un premier numéro est sorti fin octobre, un second était attendu avant Noël (Marchés tropicaux et méditerranéens, 1/11).

Jérôme Dumoulin
Docteur en Economie

Situation économique du Soudan

	2010	2011	2012
Produit National Brut	6,5 %	-0,3 %	-0,5 %
Prix à la consommation	13 %	20 %	17 %
Déficit budgétaire	6,7 %	7,4 %	7,6 %
Chômage	13,7 %	13,4 %	12,2 %

On voit que la dégradation économique, commencée avant 2010, est encore plus forte avec l'indépendance du Sud-Soudan (ST 6 11).

Catastrophes humanitaires au Sud-Kordofan et à l'Etat du Nil Bleu - D'après les Nations Unies, 18,000 civils ont fui vers l'état d'Unité depuis le début des combats dans le Kordofan du sud. Le 2 décembre, selon MSF, de nouvelles vagues de réfugiés se sont enfuies de l'Etat du Nil Bleu vers le Sud-Soudan; 13000 réfugiés soudanais ont traversé la frontière pour échapper aux bombardements. L'un d'entre eux est arrivé à Doro au Sud Soudan, à 40 km de la frontière, après avoir marché huit jours. Selon lui, beaucoup d'autres sont sur le chemin. D'après un médecin soudanais MSF, quelques 8000 réfugiés sont sur la route. Ils souffrent de malaria, de diarrhée, et de maladies respiratoires. Doro n'a pas encore de camp de réfugiés, elle a besoin d'eau pour boire, de vaccinations et de soins aux jeunes mères. Beaucoup de femmes enceintes sont sur le chemin.

Les partenaires humanitaires estiment que le nombre de réfugiés pourrait doubler avant la fin de l'année si les combats se poursuivent dans le Kordofan du sud.

Unité est aussi sujet à des bombardements à la suite de combats entre l'Etat et les rebelles (Reuters).

Khartoum-12 novembre – Dans les dernières semaines, le gouvernement soudanais a arrêté plus de 100 activistes de l'opposition dans Khartoum et sa périphérie. D'après Amnesty International, beaucoup d'entre-eux ont été torturés et ont subi de mauvais traitements pendant leur détention. Aucun porte parole de gouvernement n'était disponible pour commenter ces allégations. Parmi les personnes arrêtées, figuraient des membres du groupe d'opposition 'La jeunesse pour le changement', qui étaient en train de manifester, de façon pacifique, contre la hausse des prix alimentaires. Il y avait aussi un membre de 85 ans, affilié au parti interdit MLPS/Nord, ainsi que d'autres membres de partis d'opposition légaux.

À la suite d'une manifestation contre la hausse du prix de l'électricité et de l'eau, plus de 22 personnes furent arrêtées dans la ville de Madsudiya, dans le sud de Khartoum. Parmi eux figuraient un handicapé mental qui fût battu pendant sa détention ainsi qu'un enfant de 13 ans qui reçût 20 coups de fouet (Amnesty International)

Darfour -Le 28 novembre, le juge Altyeb Alamin Elbashir de la cour criminelle spéciale du Darfour du nord a condamné à la peine de mort sept personnes et a ordonné leur crucifixion après leur exécution. Le but cette démonstration était d'attirer l'attention sur les crimes qu'ils avaient commis. Les condamnés à mort étaient affiliés au JEM (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) et étaient mis en examen pour un vol de voiture datant du 3 mai 2010. La cour suprême de Khartoum ordonna

un autre procès étant donnée la présence de mineurs dans le groupe des inculpés. Rappelons que la peine de mort est interdite pour les mineurs et que la comparution simultanée d'adultes et de mineurs à un procès est interdite. La peine de mort des mineurs est interdite par l'article 37 de la convention des droits de l'enfant dont le Soudan est un Etat garant. Cependant, la loi soudanaise permet encore de faire des exceptions dans le cas d'une 'infraction sérieuse'. Dans le code soudanais, certains crimes (hudud) comme le vol à main armée sont soumis à la peine de mort.

En violation des règles de la cour suprême, le nouveau procès eut lieu dans la cour criminelle spéciale du Darfour du nord. Les inculpés furent maintenus dans la prison de Shalla malgré des ordres qui indiquaient leur détention dans la prison de Nyala. Leur situation géographique empêcha les détenus d'entrer en contact avec leurs avocats et leurs familles et diminua le nombre de témoins qui auraient dû assister aux auditions.

Ce cas est un exemple de la stratégie du Congrès National qui consiste systématiquement à utiliser la loi comme moyen d'oppression plutôt que de protection citoyenne (ACJPS).

Le 9 décembre, d'après des sources rebelles et indépendants, les forces de sécurité soudanaises ont ouvert le feu sur des prisonniers dans la prison de El-Fasher, qui deux jours auparavant avaient tenté d'empêcher l'exécution à mort de détenus rebelles. Le jeudi précédent, les autorités de la prison de Shalla (Darfour nord) avaient demandé l'exécution immédiate de 26 condamnés à mort. Les rumeurs sur de mise à mort ayant circulées quelques jours auparavant, les détenus se sont heurtés aux forces de sécurité afin d'empêcher le carnage du premier groupe de cinq condamnés. Au mois sept prisonniers ont été sévèrement blessés dans les affrontements. De plus, d'après certaines sources, les gardes auraient ouvert le feu sur des manifestants. D'après le porte-parole du JEM Gibreel Adam Bilal, les autorités ciblaient uniquement les prisonniers. Après ces violences, les prisonniers ont été enfermés dans de petites cellules et n'ont reçu aucun traitement, d'eau ou de nourriture pendant plus de trois jours. À cela il ajouta que plus de 600 prisonniers étaient dans une situation sanitaire déplorable. La justice soudanaise a condamné de nombreux rebelles du JEM, du mouvement pour l'égalité et la libération (LJM) et de plusieurs factions du MLS. Lors du processus de Doha du 14 juillet de cette année, le Soudan a signé le document de paix de Doha qui l'oblige à considérer les membres de ces différents groupes comme des prisonniers de guerre. Nombre de ces rebelles devaient donc être amnistiés ou relâchés (Sudan Tribune).

Simon Inazuma
Etudiant McGill

Le Nil et la montée des températures

La montée des températures et le changement des pluies pourraient affecter les eaux des bassins du Nil et du Limpopo, déclare le groupe consultatif sur la Recherche Agricole Internationale. Pour le Nil, l'évaporation croissante de l'eau pourrait réduire l'équilibre des eaux dans le bassin du Haut Nil Bleu. Cela affecterait les pourparlers sur le partage des eaux après des années de tensions sur les plans éthiopiens de créer de nouveaux barrages. « Cela pourrait indiquer un besoin d'étudier à nouveau les travaux sur les quantités d'eau disponibles ». Les températures plus hautes pourraient faire évaporer plus d'eau ce qui dans la plupart des cas augmenterait les chutes d'eau. Mais à l'intérieur des bassins, changer les tendances climatiques d'humides à sèches provoquerait un cauchemar pour la direction des eaux, et des projections à long terme (AFP).

Cette analyse semble optimiste ; le Kenya s'engage vers les moulins à vent, les barrages hydro-électriques ayant été inefficaces (Reuter 14 11).

SOMMAIRE

Le printemps arabe au Soudan

Simone Dumoulin p.1

GUERRE SD : Sud-Kordofan,

Etat du Nil Bleu, Darfour,
Etat de Kassala p.2 à 4

Béchir s'engage à ce que la guerre soit finie à la fin de l'année. Il sait que c'est faux, mais cherche à encourager ses généraux qui ne voulaient pas massacrer tout le monde non par bonté d'âme, mais pour ne pas attirer ONG et journalistes, comme ce fut le cas au Darfour. Pressé d'en finir, il refuse de ne pas tuer les civils et exige que son armée obéisse.

Comment la guerre reprit-elle feu au Soudan tandis que personne ne regardait.

Eric Reeves Professeur Smith College

Le Sud-Soudan qui fait des efforts dantesques pour que la guerre ne reprenne pas avec le Nord, donne des armes au MLPS/N mais refuse de prêter la main aux journalistes interdits par Khartoum. Parfois l'Ouganda les amène en avion.

Le monde entier souhaite-t-il la paix au Darfour quand tous les chefs rebelles du Soudan veulent, les armes à la main, faire tomber Béchir ?
Renault Truck et l'embargo

Les soldats Béja sont maintenant du côté érythéen sur la frontière. Mais l'Erythée veut les empêcher de revenir au Soudan.

COUR PENALE INTERNATIONALE et AUTRES

..... p.4

SUD-SOUDAN Développement, Réfugiés, Pétrole, Abyei, Vives tensions Nord Sud

Elias p.5

PETROLE et ECONOMIE

Jérôme Dumoulin Economiste p.5

DROITS de L'HOMME

Simon Inazuma Etudiant p. 8

Le Nil et la montée des températures
Reuter